

La force collective face à la brutalisation

Après des décennies d'application des recettes néolibérales, on assiste à une transformation du système capitaliste : le renforcement des frontières entre pays dits développés et des droits de douane augmentés sont des signes de l'abandon de la régulation des rapports internationaux par le libre-échange. Nous faisons maintenant face à des tentations impérialistes qui se déclinent dans un capitalisme prédateur. Il vise à s'arroger des territoires pour maintenir une logique extractiviste, et la course aux profits dans une situation marquée par la crise climatique et le caractère fini des ressources.

Le retour au pouvoir de Trump, ainsi que l'augmentation du nombre de régimes fascistes dans le monde sont le résultat logique de ces transformations. Cette nouvelle phase impérialiste fait émerger des conflits, y compris en Europe, où l'accaparement des terres s'exonère totalement du droit des peuples à l'autodétermination : ni les Ukrainien·nes ni les Palestinien·nes meurtri·es par la guerre ne sont invité·es aux tables des négociations.

A l'intérieur des États, les droits des femmes, des enfants, des immigré·es, des personnes LGBTQIA+ sont bafoués sans vergogne au profit des riches mâles dominants décomplexés faisant là encore le contentement des extrêmes droites.

L'opportunisme d'un Macron va-t-en-guerre

En France, l'opportunisme de Macron, est à son paroxysme pour mettre toujours plus à mal les droits des jeunes, des travailleureuses, des privé·es d'emploi, des

retraité·es. Malgré le camouflet qui lui a été affligé lors des législatives et la chute du gouvernement Barnier, la trajectoire austéritaire et la réduction de l'endettement public sont confirmées. L'augmentation des recettes par plus de justice fiscale et par la contribution des plus riches a été balayée d'un revers de main. Dans ce contexte, la mise en perspective de l'augmentation des dépenses militaires va entraîner de nouvelles régressions pour des services publics déjà allègrement attaqués et livrés à la logique de la privatisation.

19 et 20 mars 2025

Les menaces qui pèsent sur l'Etat social sont réelles. Nous savons que le pseudo conclave sur les retraites n'aboutira à rien, Bayrou a d'ores et déjà exclu le retour de la retraite à 62 ans. La bataille sur les moyens est donc centrale : c'est aussi celle des salaires, de l'indemnisation des congés maladie, des postes, de l'amélioration des conditions de travail...

Cela nécessite de débattre dès à présent des perspectives d'actions dans un cadre unitaire et interprofessionnel. Le 1er mai et le 15 mai mis dans le paysage par la CGT peuvent constituer les premières étapes dans la construction d'une mobilisation massive sur ces questions.

Sortir les enfants de la violence d'État

La protection des enfants, face à la violence sociale structurelle, violences intrafamiliales comme éducatives et/ou sexuelles en institution, doit être réaffirmée et renforcée. Les violences dénoncées dans les affaires Le Scouarnec ou encore Betharram, qui engage la responsabilité de Bayrou en tant qu'ancien ministre de

l'Éducation nationale, met en évidence le fonctionnement de notre société patriarcale qui perpétue des pratiques brutales. Elle maintient un ordre injuste sur les plus faibles qui subissent la violence de classe, sur les jeunes issu·es des classes populaires dans les établissements (privés, fermés) et dans la société.

Comme cela a été le cas contre la culture du viol avec metoo et le procès Pélicot, il est temps d'entendre, de croire et de protéger les enfants victimes en mettant fin à l'infantisme (violences systémiques sur les enfants).

Sortir de la sidération, tirer expérience des résistances

Construire de nouvelles mobilisations nécessite de regarder comment s'organisent les mobilisations réussies dans la période. Ce 8 mars, résolument féministe et antifasciste, est un point d'appui par le travail unitaire entre syndicats, associations et collectifs féministes mais aussi la forte présence de la jeunesse qui en ont permis la réussite. L'enjeu est maintenant de poursuivre le travail de conviction sur l'importance de la grève féministe, tout en cherchant à s'appuyer sur ce type de construction pour renforcer les autres mobilisations à venir.

C'est de cette manière qu'il faut résister à la sidération actuelle. Elle ne peut être un prétexte à l'inaction car les régressions à venir seront fatales à la société, aux services publics, aux solidarités et au climat.

Le contexte international a cela de positif qu'il met en lumière des résistances qui émergent et dépassent les frontières des pays. Ce sont les premier·es concerné·es par les oppressions qui, malgré un contexte défavorable, s'engagent dans la lutte : en Italie, en Serbie et en Iran via les luttes féministes ; aux États-Unis, alors que les partis politiques en sont encore au stade de l'atonie, via des appels à la désobéissance des fonctionnaires face à Musk et la mobilisation des universités ; aux États-Unis encore où les mobilisations contre le génocide en Palestine ont été également conséquentes.

Les mobilisations dans les urnes et dans la rue contre le fascisme et la potentielle arrivée de l'AFD au pouvoir en Allemagne ont été le fait de la jeunesse, en particulier des jeunes femmes. En Grèce, ce sont des millions de personnes qui répondent à l'appel de la grève générale contre les conséquences de la politique néolibérale. A Belgrade des manifestations massives se déroulent contre la corruption. Ou encore la résistance du peuple palestinien face à l'apartheid, à la colonisation qui se poursuit face au génocide.

Retour sur le congrès de Rennes

Lors du congrès de la FSU à Rennes, temps fort pour notre organisation syndicale, nous avons porté haut et fort la nécessité d'un syndicalisme de lutte et de transformation sociale, conscients de l'urgence à s'organiser pour faire face aux extrêmes droites dont la menace n'avait plus depuis longtemps été aussi grande.

Les interventions des représentant es de l'ÉÉ ont développé l'urgence de porter les mobilisations face aux attaques contre les services publics dont l'École, les droits sociaux et les libertés démocratiques. Ont été fermement exprimées l'opposition aux projets écocides, comme le Canal Seine-Nord Europe, la création d'une Sécurité Sociale de l'Alimentation pour garantir l'accès à une alimentation de qualité pour tous a été défendue. L'École Émancipée a également manifesté sa solidarité indéfectible avec le peuple palestinien qui subit actuellement un génocide.

Les textes votés par les SN, les SD et les tendances, sont dans cette ligne : ils confirment une défense de l'école publique émancipatrice en opposition à l'école privée dont l'objectif de nationalisation a été réaffirmé, le refus des logiques de tri social, de genre et contre les discriminations subies par les personnes racisé·es.

Nous avons largement contribué à ces lignes, toujours dans la volonté d'arriver à une synthèse porteuse, en soulignant l'importance d'un syndicalisme offensif, capable de bâtir des mobilisations unitaires et larges. Il ne s'agit pas seulement de résister, mais de proposer des alternatives concrètes aux politiques néolibérales qui détruisent nos métiers et nos droits.

Pour y parvenir l'École Émancipée a rappelé la nécessité de construire une "maison commune" avec la CGT et Solidaires, sans fermer la porte à d'autres forces syndicales. Il importe de redéfinir notre rapport aux politiques car l'urgence est de bâtir des cadres unitaires larges contre la fachosphère et le libéralisme autoritaire.

Enfin, la FSU a intégré dans ces statuts l'existence en son sein d'une cellule VSS. C'est une réelle avancée pour la fédération et ses militant·es.

Plus que jamais, la FSU doit être au service des luttes, au plus près du terrain. L'ÉÉ y prendra toute sa place, convaincue que c'est par l'action collective et solidaire que nous pourrons construire un avenir de justice sociale et écologique pour toustes.

C'est dans cette dynamique que nous nous lançons dans la construction des mandats de la FSU-SNUipp.

Des questions internationales aux questions sociales, faire le pari des mobilisations

Face aux crises internationales, nous ne pouvons rester spectateurs et spectatrices, car au-delà des mort·es qu'elles génèrent, l'entrée dans un capitalisme de guerre nous éloigne d'autant plus des bifurcations écologiques et sociales pourtant indispensables. Il devient impératif pour le mouvement syndical français de se dire disponible pour des mobilisations anti-guerre et pour la paix, de solidarité internationale, et traçant les contours d'une alternative globale, à l'image de ce qui a été possible aux débuts des années 2000 contre le libéralisme mondial ou la guerre en Irak. Opposer le droit des peuples à l'auto-détermination, la diplomatie au service de la justice sociale et la démocratie à la course militariste et autoritaire sont des impératifs à porter.

Par ailleurs, dans la veine de la réussite du 8 mars, il nous faut préparer unitairement les échéances à venir et montrer que les luttes sont non seulement incontournables mais qu'elles dessinent un autre monde: le 20 mars pour l'accès de tous tes à la santé et la défense de la sécu, le 21 mars lors du lancement de la campagne syndicale contre l'extrême-droite sur les lieux de travail, le 22 mars pour la journée de lutte contre le racisme. Mais cela ne suffira pas à engager partout la lutte contre l'extrême droite.

L'unification des forces de gauche – y compris politiques – est incontournable. Combattre le racisme, c'est combattre l'extrême droite. Seul, le mouvement syndical ne parviendra pas à empêcher l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir. Il nous faut donc réfléchir à ce nécessaire travail commun comme nous l'avons fait avec succès en juin 2024. La construction du 1er mai est l'occasion de remettre sur la table l'importance de l'unité et du commun syndical où nous engageons le travail toujours dans l'unité la plus large. Il sera aussi le jour J de porter nos revendications salariales, d'amélioration de nos conditions de travail...

Et dans l'éducation..

Dans notre champ, un coup d'arrêt aux politiques austéritaires et éducatives est indispensable. Cela implique d'élever le niveau de combativité de la profession au-delà d'une journée de grève majoritaire ou d'une participation conséquente à la campagne inclusion. Pour atteindre cet objectif, il faut réunir les conditions nécessaires pour que la profession prenne en charge ses luttes. Il n'y a pas de raccourci possible.

Les collègues participent dans la mesure où iels comprennent la stratégie mais iels la comprennent aussi dans la mesure où iels participent à son élaboration. Il y a une dialectique entre les deux qui les amènera à s'investir.

C'est à nous de permettre l'empowerment de tous les personnels, sur le terrain, pour penser et construire les mobilisations à même de peser pour un autre budget, une autre orientation politique au service de toustes.

Ce travail de terrain passe par la construction d'un calendrier d'actions militantes qui crée les espaces de dialogues, d'élaboration. C'est la suite logique de la campagne publique pour une inclusion avec des moyens à la hauteur des besoins permettant les apprentissages de l'ensemble des élèves et une forte amélioration des conditions de travail des personnels des écoles : construire des mobilisations qui rompent avec les politiques éducatives actuelles, tant dans le fond que dans le financement, avec un budget qui ne soit pas étriqué par l'élan militariste et austéritaire mais établi selon les besoins, et sur le recours aux recettes de justice fiscale.



Pour prolonger...

L'École Émancipée, ce sont aussi des outils pour s'informer, débattre et construire ensemble un syndicalisme offensif portant un projet émancipateur pour l'Ecole, ses personnels et la société.







Un site internet

Une revue syndicale et pédagogique

Une possibilité d'adhérer en ligne